

Liminaire CTL du 18 mai 2018

Monsieur le président,

Vous avez convoqué ce vendredi 18 mai en deuxième séance ce CTL dont nous avons boycotté la première convocation. Tout en mesurant parfaitement l'intérêt et l'importance des sujets à l'ordre du jour, nous n'aurions pas non plus siégé lors de cette deuxième réunion du comité si vous n'aviez pas ajouté à son ordre du jour un point d'information oral sur l'ASR 2019. C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques vous demande de mettre ce point d'information en premier point à l'ordre du jour car les élu.e.s de Solidaires Finances Publiques ne siégeront pas pour les autres points.

D'abord nous voulons dire et répéter combien nous sommes consternés par la poursuite des projets du gouvernement qui continue à creuser les inégalités sans aucun complexe. Il va sans dire qu'au-delà de leur injustice ils ont des conséquences sur les services et le travail des agentes et des agents. Et ce n'est là qu'un aspect, parce qu'il nous est proche, de la politique mortellement néolibérale de ce gouvernement.

Ensuite si nous attendons toujours les résultats du rapport appelé CAP 2022 c'est bien entendu sans impatience tant nous savons déjà ce qu'il porte d'odieux pour la Fonction Publique et les agent.e.s en général mais tout particulièrement pour la DGFIP et ses missions qui en seront une des cibles prioritaires. Les premières « fuites médiatiques » sur la généralisation des contractuels en CDD dans l'ensemble de la fonction publique semblent nous donner raison et c'est bien la fin de la fonction publique qui risque d'être à l'œuvre.

Le gouvernement prépare la mise à sac du service public au nom d'une liberté qu'il n'accordera de fait qu'aux plus riches, aux bien nés, aux mieux protégés, ne laissant à la majorité de la population qu'un minimum qui ne sera pas toujours vital. Enfin, la DGFIP n'aurait quasiment besoin de personne pour l'attaquer tant ses dirigeant-es l'ont mise en situation d'auto-destruction.

Mais depuis le 22 mars dernier où les agent.e.s de la DGFIP et particulièrement celles et ceux de Paris se sont mis massivement en grève, la mobilisation sous différentes formes continue et se développe sur tout le territoire.

Face à cette mobilisation, la seule réponse de la Direction Parisienne a été de remettre aux agent.e.s mobilisés des lettres de menaces de sanctions pécuniaires et surtout administratives. Une fois encore, c'est sans doute la conception de la bienveillance de notre directeur. Et une nouvelle fois, nous demandons le retrait de ces lettres de menaces.

C'est dans ce contexte particulièrement tendu à tous les niveaux de notre réalité de citoyen-nes, d'agent-es et de militant-es que nous avons boycotté les précédents CTL et l'ensemble des instances. C'est pour nous une action parmi d'autres dans un processus de luttes nationales et locales qui bat son plein sur le territoire dont Paris. Elles se poursuivent au travers des échanges avec les agent.e.s, les rencontres avec les usagers qui majoritairement les comprennent et les soutiennent. Ces derniers sont, il faut le dire, fort mal traité.e.s par notre administration et en particulier sur Paris. Les photos que nous avons prises devant nos centres ces derniers jours en sont la preuve et montrent concrètement les conséquences des suppressions d'emplois dans notre administration.

Mais sachez que nous, nous défendrons jusqu'au bout les services publics et en particulier le nôtre car pour nous une société sans services publics est une société plus inégalitaire. C'est pour cela que nous appelons les agent.e.s de Paris à être massivement en grève le 22 mai prochain.